

n°267 21/12/07 2€

Rouge & Vert

LE JOURNAL DES ALTERNATIFS

TRÈVE DES CONFISEURS

Assez lutté,



consommez!



40, rue de Malte 75011 Paris Courriel : contact@alternatifs.org
tel. 01 43 57 44 80 fax. 01 43 57 64 50

Commission paritaire n°1108 P 11445 ISSN 1146-3961

Directeur de publication : J.J. Boislaroussie,
Coordination et maquette : M. Colloghan

Ont collaboré à ce numéro :

H. Askari, J.J. Boislaroussie,
E. Cadic-Njeim, M. Colloghan, J. Douillard,
J.L. Lebourhis, N. Marcu, et H. Mermé

Edité par la SARL SECA

(Société d'Édition et de Communication des Alternatifs)
SARL au capital de 4000€ RCS Paris B448 326 835
durée : jusqu'au 28 avril 2063. Gérant : R. Mérieux

Imprimé par Expressions II : 01 43 70 80 96

site : www.alternatifs.org



ABONNEMENT

POUR QUE VIVE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRE,
POUR NOUS DONNER LES MOYENS DE LA DEVELOPPER

ABONNEMENT

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____

40 Euros seulement ! Chèques à l'ordre de Rouge et vert journal.

Et tout ! Le chèque et le bulletin, ou met ça dans une
enveloppe pour Les Alternatifs, 40, rue de Malte 75011 Paris

ET LA LETTRE DES ÉTATS ALTERNATIFS

ABONNEZ-VOUS, REABONNEZ-VOUS
A ROUGE ET VERT

NÉO-TRAITÉ EUROPÉEN

Premier meeting national à Montpellier le 6 décembre pour exiger que le nouveau Traité européen soit soumis à référendum. 500 à 600 personnes, une tribune pluraliste ou étaient représentés une dizaine de mouvements et organisations, dont bien sûr les Alternatifs.

La campagne se poursuit, le temps est compté jusqu'à la réunion du Congrès le 4 février.

CALENDRIER ALTERNATIF DES PROCHAINS MOIS

- VENDREDI 25 JANVIER :**
FORUM ALTERNATIVES/ALTERNATIVE
- SAMEDI 26 JANVIER :**
COMMISSIONS
- DIMANCHE 27 JANVIER :**
COORDINATION
- SAMEDI 9 FEVRIER :**
EXECUTIF ELARGI
- SAMEDI 9 FEVRIER APRES MIDI ET DIMANCHE 10 FEVRIER :**
REUNION SUR LE PROJET ALTERNATIF
- SAMEDI 5 ET DIMANCHE 6 AVRIL :**
COORDINATION
- SAMEDI 7 ET DIMANCHE 8 JUIN :**
COORDINATION
- SAMEDI 28 JUIN :**
EXECUTIF ELARGI
- SAMEDI 28 JUIN APRES MIDI ET DIMANCHE 29 JUIN :**
REUNION SUR LE PROJET ALTERNATIF
- DU 20 AU 24 AOUT :**
UNIVERSITE D'ETE SUR LES QUESTIONS FEMINISTES
PRES DE DIE DANS LA DROME
- SAMEDI 27 ET DIMANCHE 28 SEPTEMBRE :**
COORDINATION
- LE CONGRES AURA LIEU EN NOVEMBRE SUR DEUX THEMES :**
- LE PROJET ALTERNATIF
 - LA CONVERGENCE DE LA GAUCHE DE TRANSFORMATION SOCIALE ET ECOLOGIQUE

GAUCHE DE GAUCHE

Réponse des Alternatifs au collectif "Maintenant à Gauche" dans la perspective d'Etats Généraux de la gauche de transformation sociale.

Paris, 5 décembre 2007

Cher-e-s ami-e- et camarade , nous vous remercions de votre invitation à une rencontre exploratoire en vue de l'organisation d'Etats Généraux de la gauche de transformation sociale, et sommes prêts à participer à une telle réunion.

Le projet d'Etats Généraux, en discussion au sein des collectifs unitaires antilibéraux depuis plusieurs mois, a été également confirmé lors de leurs Assises des 1er et 2 décembre 2007.

De notre point de vue, il convient qu'aussi rapidement que possible projets et initiatives convergent, afin de constituer un cadre commun, sans soucis de préséance.

C'est dans cet esprit que nous nous rendrons à votre invitation.

Premières vagues

Les grèves dans les secteurs des transports ou de l'énergie, comme dans les universités, ont manifesté à la fois des potentialités de résistance sociale et la difficulté à globaliser et inscrire les mobilisations dans la durée. En même temps, le pouvoir à été en mesure de camper sur ses positions, et d'imposer pour l'essentiel ses contre-réformes

Le projet et la stratégie de la droite sont clairs: faciliter la mise aux normes du capitalisme productiviste financiarisé, démanteler les acquis de l'Etat providence, accompagner la marchandisation généralisée, accentuer les aspects autoritaires et répressifs du système, exacerber les divisions au sein des couches populaires.

Le silence au mieux, l'alignement au pire, du PS est un deuxième élément fort de la période. Pour autant, les aspirations antilibérales voire anticapitalistes sont loin d'avoir disparu, mais ne parviennent pas à converger à une échelle large, sur le plan social comme sur le plan politique.

UNITÉ

Les convergences sociales sont une première priorité. De ce point de vue, les luttes pour les droits sociaux et démocratiques des sans papiers ne peuvent séparer des exigences humanitaires immédiates et la solidarité avec un secteur du monde du travail en première ligne face à la précarisation. Les grèves dans des secteurs comme celui des transports posent d'emblé la question d'une jonction avec les «usagers», question qui ne

peut se régler seulement sur le mode de la solidarité au sein du monde du travail, mais implique un important travail d'explication, et une réflexion sur les formes de luttes.



Au delà, les batailles à venir pour les services publics ne peuvent déboucher que si elles s'appuient sur un projet à caractère autogestionnaire, portant à la fois sur leur dimension sociale et écologique, et reposant sur l'intervention de leurs salarié-e-s et des usagers.

La lutte contre la précarisation généralisée doit être au cœur de nos propositions et interventions. L'insuccès de la manifestation des chômeurs du 8 décembre est un signal d'alerte, car les secteurs combattifs restent principalement ancrés dans le salariat encore «garanti» du secteur public.

AUTO-ORGANISATION

L'auto organisation est la mise en pratique d'une stratégie autogestionnaire, elle a été un point fort des mobilisations étudiantes et des secteurs des transports. Dévoyée lorsque les militants d' "avant-garde" se substi-

tuent aux "bureaucraties syndicales" pour la diriger, elle est le socle indispensable de la repolitisation, et de l'indépendance du mouvement social, et la condition de la globalisation et de l'inscription des luttes dans la durée.

GUERRE DE POSITION ET "REVOLUTION LONGUE"

Notre projet d'émancipation passe par la construction de l'unité des dominé-e-s et exploité-e-s, la lutte contre toutes les régressions sociales, et les mobilisations collectives du précaire et du salariat. Il doit s'appuyer sur une présence critique au sein des institutions locales, et la construction de cadres politico-sociaux permanents, par exemple pour défendre les services publics.

Il ne peut se passer de la mise en place conjointe de modes de production, de consommation, de travail et d'organisation alternatifs. La réalisation au niveau individuel et collectif d'une société qui réponde à nos principes d'écologie, de solidarité et d'autogestion est nécessaire.

Il s'agit donc de mener de front la lutte contre l'exploitation capitaliste, le règne de la marchandise, et une construction alternative continue. Ce projet s'inscrit dans un combat altermondialiste global. Le fil conducteur de cette orientation est l'autogestion, comme moyen, chemin et but. ■

Dans le cadre de contacts réguliers, **Alternative Libertaire** et les **Alternatifs** publient des contributions croisées dans leur presse. La tribune des **Alternatifs** présentée sur cette page sera publiée dans le prochain numéro du mensuel "**Alternative Libertaire**", "**Rouge & Vert**" publie la contribution des camarades d'A.L. à la page suivante. ■



Président Sarkozy (et madame) soucieux du pouvoir d'achat des foyers français

Anticapitalistes : Faisons front

Avec le mouvement étudiant de l'automne et les grèves pour la défense des régimes spéciaux, le pouvoir sarkozyste a essuyé sa première salve de contestation. La résistance sociale n'a pas été assez forte. Le PS, qui pensait pouvoir surfer dessus pour sortir des oubliettes, reste hors jeu.

Nous avons affaire à un gouvernement qui mène non seulement un combat de classe, mais aussi un combat idéologique pour populariser des valeurs qui ne sont autres que celles du darwinisme social : que les forts écrasent les faibles, et l'ordre naturel sera respecté. Face à ce discours, la social-démocratie est paralysée, incapable qu'elle est de se différencier suffisamment pour espérer incarner une alternative.

NOS RESPONSABILITÉS

Cette situation confère aux anticapitalistes des responsabilités disproportionnées par rapport à leurs capacités actuelles. D'un côté il s'agit d'être moteurs dans les mouvements sociaux pour organiser la riposte. D'un autre côté il devient crucial de mener un combat authentiquement idéologique pour légitimer la résistance sociale et lui donner un sens bien plus noble que le "conservatisme" dont les médias libéraux voudraient exclusivement les taxer. L'enjeu pour les anticapitalistes des diverses tendances, c'est de faire front pour remettre la question de la transformation sociale au centre du débat politique.

Il faut aussi poser la question des revendications intermédiaires (par exemple: la réquisition des logements vides, des emplois, des entreprises qui ferment, la liberté de circulation des travailleuses et des travailleurs...) qui feront le lien entre les mesures d'urgence et le socialisme de

demain. Un socialisme que nous souhaitons autogestionnaire, sans classes sociales et sans pouvoir séparé de la société – donc sans État – mais qui pour beaucoup d'exploité-e-s constitue encore une utopie. Sur un certain nombre de revendications intermédiaires, les anticapitalistes devraient pouvoir parler de concert.

POUR L'AUTONOMIE DU MOUVEMENT SOCIAL

Certaines forces politiques pensent que la question du projet de société ne peut être posée qu'indirectement, par la médiation d'un parti qui les représenterait dans les médias et dans les institutions.

Nous pensons au contraire que, pour qu'elle prenne une tournure subversive, elle doit être portée par les mouvements sociaux eux-mêmes, en opposition à ces institutions. Des illusions véhiculées par Mitterrand à celles de Lula au Brésil, l'immixtion du mouvement social dans les institutions a historiquement toujours été contre-productive. Pour cette raison encore, en mai 2007, des militantes et des militants communistes libertaires des mouvements sociaux avaient regretté publiquement la candidature Bové¹.

Cette idée qu'on peut renverser le capitalisme doit se répandre, pour redonner un sens aux luttes collectives. Et la conflictualité sociale doit s'élever pour donner une crédibilité à cette idée. Car c'est dans les luttes qu'elle prendra corps, qu'elle cristallisera autour d'elle cette "gauche de la rue" aujourd'hui bien réelle, vivante mais dispersée. ■

(1) Nicolas Dreyer, Jean-Luc Dupriez, Clotilde Maillard, Thierry Renard, Jean-Emile Sanchez, «*La fausse bonne idée de la candidature Bové*», sur liberation.fr, également archivé sur www.alternativelibertaire.org

"TRAVAILL

Sarkozy, on le sait, a le sens de la formule. Et son « gagner plus » répond à l'aspiration de millions de salarié-e-s confrontés à la hausse des prix à la consommation et à l'impossible bouclage des fins de mois.

Chaque jour cette formule s'affirme davantage comme un leurre pour masquer la généralisation des attaques et remises en cause des acquis sociaux et ouvrir la voie à une incroyable régression sociale. Dans le collimateur de l'Elysée et du MEDEF, main dans la main, les 35 heures, les heures supplémentaires, le travail le dimanche et la réduction des journées de temps libre.

Touche après touche, amendement après amendement, la contre-révolution libérale s'étend, laissant une liberté quasi-totale au patronat pour flexibiliser horaires et durée du travail jusqu'à bouleverser la vie et l'organisation sociale.

Prenons le travail du dimanche. Il existe déjà et de très nombreux salarié-e-s notamment dans les hôpitaux, les transports publics et la plupart des grandes entreprises industrielles - assument astreintes et permanence du service et de la sécurité. Ce dont rêvent le MEDEF et Sarkozy c'est de banaliser le travail du dimanche pour accélérer encore et, à terme, généraliser, la marchandisation de toutes les activités humaines. La liberté d'ouverture accordée aux magasins d'ameublement est bien plus qu'une brèche : elle vise à habituer une grande masse de citoyen-ne-s, notamment à coup de promotions, à courir les grandes surfaces du meuble pour banaliser le travail du dimanche, au mépris du temps de repos consacré à la famille, aux rencontres entre amis, aux activités sportives ou culturelles, aux réunions associatives et politiques, à une qualité et un bonheur de vivre heureusement non encore totalement marchandisés.

Encore plus caricatural et scandaleux est la décision de



ER PLUS POUR GAGNER PLUS”

Sarkozy d'autoriser les salariés à littéralement vendre leurs jours de temps libre, c'est à dire de renoncer à leurs jours de repos payés contre des journées de travail supplémentaire payées double. Et cela marche : ainsi chez France Télécom où la direction a proposé à ses salariés, dès début décembre, de vendre leurs congés annuels à concurrence maximum de 20 journées, ce sont 22 000 des 90 000 salarié-e-s français de la multinationale qui ont fait ce choix, avec une moyenne de 9 CA vendus par salarié. En une semaine, la direction de l'entreprise a ainsi liquidé 15% du reliquat des congés 2007 et réduit d'autant les sous-effectifs.

La généralisation des heures supplémentaires et leur défiscalisation - au bénéfice de l'employeur mais aussi du salarié -, participent de la même façon de la volonté d'en finir avec la notion de temps de travail. Ce que veut le patronat c'est de disposer d'une main-d'œuvre disponible quand il en a besoin. La précarité est en ce sens un atout majeur sur lequel le gouvernement s'appuie pour accélérer sa véritable déstructuration sociale : qui pourrait reprocher à un salarié travaillant à temps très incomplet d'améliorer son pouvoir d'achat en accumulant les heures supplémentaires ou en travaillant le dimanche ? Chacun-e de nous a entendu quelques étudiants-complaisamment relayés par les télévisions - recrutés par Conforama pour travailler le dimanche se féliciter de savoir leur journée de travail passer de 60 à 120 ?.

« Chacun-e est libre ».

C'est le point fort du credo sarkozyste. Tous/toutes les lecteurs/lectrices de Rouge & Vert savent évidemment que ce n'est que du baratin et de la poudre aux yeux. Mais cela ne suffit pas pour convaincre tout un peuple et gagner une majorité de salariés à la nécessité de s'opposer de toutes ses forces à ces dérèglementations en chaîne aux conséquences sociales incalculables.

NE PAS LAISSER FAIRE.

Boycotter individuellement tout commerce aux horaires d'ouverture tardifs ou/et ouvert le dimanche est bien sûr, pour les Alternatifs, une nécessité, un impératif.

Mais il faut faire plus : se mobiliser, organiser des manifestations devant ces magasins pour interpeller et débattre avec les clients qui s'y rendront, appeler au boycott

des enseignes qui généraliseront de telles pratiques.

LA BATAILLE DES SALAIRES.

Mener la bataille des salaires est une urgence extrême pour permettre à tous/toutes de vivre dignement. Ces dernières années, cette bataille n'a jamais été centrale. Le poids du chômage et de la précarité a été systématiquement opposé - et intériorisé - aux salarié-e-s en CDI à temps complet, surtout quand leurs salaires se situent 10 à 30% au-dessus du SMIC et qu'ils et elles se savent sur la ligne de crête (avec souvent en prime le chantage à une possible délocalisation ou à un dépôt de bilan).

C'est le cas pour près de la moitié des salariés de France.

Cette fin d'année marque le 20ème anniversaire du fameux CAC40. En 1987, il valait 1000 points. En décembre 2007 : 5 700, soit une augmentation de 570%. Toujours en décembre 1987, le SMIC horaire était de 27,84 francs (4,24?). Aujourd'hui, vingt ans plus tard, il n'atteint que 8,44?. Imaginons qu'il ait été indexé sur le CAC40, il dépasserait les 24 ? .. et le salaire minimum les 3 300 euros.

Voilà un exemple éclatant de l'évolution du partage des richesses dans notre pays, à aborder opportunément et sans modération pour les repas de fin d'année. ■

Julien DOUILLARD

COMMUNIQUÉS DES ALTERNATIFS du 16.12.2007

”Chacun-e est libre?” Ne pas laisser faire !

Boycotter individuellement tout commerce aux horaires d'ouverture tardifs ou/et ouvert le dimanche est bien sûr, pour les Alternatifs, une nécessité, un impératif.

Mais il faut faire plus : se mobiliser, organiser des manifestations devant ces magasins pour interpeller et débattre avec les clients qui s'y rendront, appeler au boycott des enseignes qui généraliseront de telles pratiques.

La bataille des salaires

Mener la bataille des salaires est une urgence extrême pour permettre à tous/toutes de vivre dignement. Ces dernières années, cette bataille n'a jamais été centrale. Le poids du chômage et de la précarité a été systématiquement opposé - et intériorisé - aux salarié-e-s en CDI à temps complet, surtout quand leurs salaires se situent 10 à 30% au-dessus du SMIC et qu'ils et elles se savent sur la ligne de crête (avec souvent en prime le chantage à une possible délocalisation ou à un dépôt de bilan).

C'est le cas pour près de la moitié des salariés de France.

Cette fin d'année marque le 20ème anniversaire du fameux CAC40. En 1987, il valait 1000 points. En décembre 2007 : 5 700, soit une augmentation de 570%. Toujours en décembre 1987, le SMIC horaire était de 27,84 francs (4,24 euros). Aujourd'hui, vingt ans plus tard, il n'atteint que 8,44 euros.

Imaginons qu'il ait été indexé sur le CAC40, il dépasserait les 24 euros... et le salaire minimum les 3 300 euros. Voilà un exemple éclatant de l'évolution du partage des richesses dans notre pays, à aborder opportunément et sans modération pour les repas de fin d'année.

CGT : DEJOUER LE BRAS DE FER

L'attitude de la CGT au moment du démarrage de la grève reconductible de novembre -proposition de négociation- constitue une nouveauté.

Avant de crier à la trahison, essayons de la comprendre et de la discuter. D'abord constatons que l'acceptation des négociations par le gouvernement n'a pas conduit la CGT à pousser directement à la reprise du travail. Les dirigeants CGT cheminots, après le 20 novembre, jour de mobilisation en convergence de la Fonction publique et des secteurs des transports, ont affirmé la souveraineté des AG et les pressions au «retour à la normale» m'ont paru très modérées. Ensuite, le cadre de la discussion tripartite entreprise par entreprise, rend quasi impossible une victoire sur le gouverne-

ment sur les 37,5 annuités, du moins en fait un élément relativisé de la négociation.

Dit autrement, cette question et donc la spécificité la plus criante des régimes spéciaux n'est pas/plus la «mère de toutes les batailles». Cela tient sans doute à une attention à l'évolution de l'opinion publique: persuadé que la grève est impopulaire, Thibault entend éviter le bras de fer. Nous pouvons contester cette obsession, fustiger cette peur en l'absence de volonté d'aller vers la population. Mais cette critique peut s'adresser à tous les syndicats, y compris les plus radicaux. Par ailleurs cette attention à l'opinion est surtout une attention à la réaction des travailleurs du privé.

C'est là un des rares fils conducteurs de la CGT sous le secrétariat de Thibault:

le développement dans le privé doit dicter l'action dans tous les conflits. La direction de la CGT ne veut et ne peut pas tout miser sur ses bastions du public (SNCF, RATP...) ce qui ne veut pas dire forcément les sacrifier. Ce choix porte des risques importants de «re-centrage» comme au sein de la CFDT en 1979, et est lourd d'ambiguïtés. Le souci du développement dans le privé amène la direction du syndicat à avoir comme boussole quasi unique l'attitude des salariés du privé. C'est abandonner un peu vite la «bataille idéologique», surtout dans une période où Sarkozy n'a de cesse d'encourager et d'aiguiser les divisions au sein du peuple. Mais, avant tout, n'oublions pas la cause majeure de l'attitude de la direction cofédérale. La CGT a la conviction que le syndicalisme français risque de dépérir en se canton-

SUD POSTE :

UNE PROGRESSION EN TROMPE L'OEIL.

Les résultats des élections professionnelles à La Poste confirment, au premier abord, la tendance amorcée il y a 3 ans. Inexorablement la CGT voit son score baisser (-3%) et celui de SUD continue d'augmenter, mais de plus en plus lentement (+1%).

Pourtant les résultats dans le détail attestent de changements qui, s'ils se confirmaient, feraient de ces élections le premier

symptôme d'un changement du paysage syndical.

La première nouveauté est l'amorce de remontée de la CFDT qui, depuis la création de SUD, perdait régulièrement du terrain. Certes, tous métiers confondus, ce phénomène n'a rien de spectaculaire: moins de 1%, et pourrait passer inaperçu. Il n'en reste pas moins que la CFDT devient la 3ème organisation à égalité avec FO. Mais surtout ses scores prennent une réelle signification si on les analyse en fonction des métiers. Ils contrastent fortement et de plus en plus entre les deux principaux métiers: la distribution et les bureaux publics (dans le jargon postal le Grand Public).

C'est ainsi que les syndicats revendicatifs (SUD et CGT) obtiennent 58,5% à la distribution - centres de tri, contre 44,6% dans les bureaux de poste. Cela se manifeste de manière encore plus flagrante avec les scores de SUD à ces élections. Alors qu'en 2004 la différence entre les deux métiers était faible, le gain de 1,31% à la distribution et la perte de 1,25% dans les bureaux creuse l'écart: près de 5%. La logique bancaire l'œuvre aux guichets est-elle en



train de s'imposer? Des faits inquiétants semblent l'attester. D'abord c'est dans ce secteur que la CFDT décolle: +3,31%. Cette progression est sensible chez les contractuels, les derniers arrivés, et patente en Ile de France, elle marque sans doute la fin d'un cycle.

Comme à France-Telecom le temps de la contestation est-il passé? Les syndicats opposés à la Direction marquent le pas. Sans une expérience collective forte, par exemple une grève longue, il est probable que les plus jeunes recrues, embauchées dans une Poste où le service public ne veut plus dire grand chose, pourraient se tourner vers un syndicalisme consumériste ou d'accompagnement.

Pierre-Thomas TILLET

«La CFDT a une attitude intéressante. [...]» «Quand Chérèque dit on nous a forcé à faire la grève, c'est juste. Quand à la CGT, elle en sortira plutôt mûrie... En revanche, le syndicat que nous devons combattre, c'est SUD, l e syndicat qui ne cherche que la lutte.»



François Hollande
L'Est républicain du 23/11/07

Des Etats Généraux prometteurs

nant à la Fonction Publique et aux entreprises publiques. Or dans le conflit que nous avons vécu, l'issue d'un bras de fer était incertaine. Ne pas envisager la possible défaite sur les régimes spéciaux des grévistes n'est-ce pas faire porter la responsabilité de la survie du syndicalisme aux seules mains des cheminots et des travailleurs de la RATP ?

En l'absence de toute opposition politique, le PS critiquant uniquement la méthode, et la gauche de gauche soutenant les mouvements sociaux faute de propositions politiques, je n'ai pas de coeur à jeter la pierre à la CGT parce qu'elle entend échapper au bras de fer. Ne pas miser toutes ses forces sur les régimes spéciaux, ne pas en faire la « bataille des batailles » oblige Sarkozy à repenser son rêve de Thatcher français. En ne conjuguant pas négociation et « retour à la normale » Thibault peut s'en sortir avec les honneurs. Mais alors quelle est la « mère des batailles » ?

En mettant l'accent sur l'enjeu caché de la réforme des retraites c'est à dire le passage prévu en 2008 à 41 ans de cotisation pour tous, la CGT désigne sans doute le combat essentiel à ses yeux. Il n'en reste pas moins qu'un doute subsiste quant à la validité de cette hypothèse. La CGT n'a jamais ces dernières années, et en particulier en 2003, montré une volonté d'aller à l'affrontement pour gagner.

La négociation couplée à une mobilisation forte peut se révéler une bonne tactique. Mais ne fait que retarder l'affrontement : l'évitement du combat frontal ne peut tenir lieu de stratégie. ■

Jean-Louis LEBOURHIS

Les premiers états généraux de l'eau et de l'assainissement se sont tenus à Toulouse début décembre 2007. Cette réunion a permis aux 40 associations présentes de confronter leurs différentes expériences de luttes, de s'enrichir mutuellement et de repartir mieux armées pour affronter les multinationales de l'eau.

DES MILLIONS D'EUROS À RÉCUPÉRER

Toutes sont engagées dans la bataille de l'eau. Nous avons constaté la proximité des problèmes qu'elles rencontrent dans la gestion de l'eau ; surfacturations parfois dénoncées par les chambres régionales des comptes, contrats d'affermage et règlements de service des eaux non respectés, explosions des canalisations dûes aux variations importantes des pressions non contrôlées par les distributeurs, augmentations anormales des prix etc etc.

C'est ainsi que de nombreuses villes connaissent de multiples dérives, Lille, Lyon, Paris, Sète, Quimper, Condom, Toulouse et Bordeaux. Pour cette dernière, l'association présente a déjà récupéré 234 millions d'euros de surfacturation. Il n'est pas exagéré de dire que ce sont des milliards d'euros qui sont volés aux usagers et qu'il faut leur rendre.

UNE PLATE-FORME COMMUNE

Les participants à cette rencontre ont décidé de rédiger une plateforme « Pour un service public de l'eau et de l'assainissement au bénéfice de la population et sous son contrôle »

Elles souhaitent que toutes les associations la signent, et avec les usagers veulent se saisir de ce débat et demander aux partis politiques et aux listes municipales de se prononcer pour :

- un retour en régie municipale
- le maintien en régie dans le cas où celui-ci est le mode de gestion en vigueur
- et de prendre les engagements suivants :
- Suppression des tarifs dégressifs pour les gros consommateurs et mise en place d'un tarif progressif au-delà de 300 M3 annuels par logement
- Garantie d'un accès à l'eau pour tous
- Mise en place d'une commission de contrôle financier (CCF) des services publics locaux.

ET APRÈS

Une volonté commune d'aller plus loin s'est exprimée. L'absence d'expression nationale est préjudiciable à notre combat, aussi un premier rassemblement national est déjà programmé pour le printemps prochain. ■

Edouard RYCKEBOER

SALE TEMPS POUR LES CHÔMEURS

La manifestation nationale des organisations de chômeurs (A.C. !, MNCP, APEIS, CGT Chômeurs) a réuni un petit millier de participants à Paris le samedi 8 décembre.

Des délégations de plusieurs régions étaient présentes (Alsace, Bretagne, Nord-Pas-de-Calais).

La participation des organisations politiques était peu visible (les Alternatifs distribuaient un tract

de soutien), en dehors de la CGT Chômeurs la présence syndicale se limitait à une délégation de la CNT et quelques drapeaux de Solidaires. La crise que traverse A.C. ! était perceptible, le cortège du MNCP le plus nombreux.

Petit cortège sous une pluie froide : l'unité salariés-précaires-chômeurs reste à construire. ■

Jean-Jacques BOISLAROUSSIE

Comment construire? CHANGEMENT

Contribution de Frédéric Lebaron (sociologue, «Raisons d'Agir») pour la table-ronde de «Maintenant à Gauche».

Le mouvement social que connaissent actuellement les universités, qui sera mon point de départ, me semble poser de façon aiguë le problème soulevé dans cette table-ronde: comment reconstruire une gauche -et l'espoir qui va avec- dans le contexte des réformes néolibérales de l'enseignement supérieur, réformes brutales menées depuis plusieurs années dans le cadre du processus de Bologne et dont la loi LRU n'est que le dernier avatar ?

Quel rôle peut jouer une force politique de gauche pour redonner l'espoir aux jeunes, notamment d'origine populaire, qui entrent dans les universités françaises (en particulier dans les filières dévaluées) et ne sont pas promis à l'avenir professionnel plus radieux des élèves de prépa et de business schools (beaucoup plus souvent enfants de cadres et professions intellectuelles supérieures.)? Ces jeunes qui votent le blocage des universités, mais aussi parfois ne veulent pas manquer des cours dont ils ont objectivement besoin.

Il me semble que cette question est difficile mais pas insoluble. Il faut d'abord rappeler qu'on ne peut pas se contenter (même s'il faut le faire) de réaffirmer des valeurs : la gratuité, la nécessité cruciale de la recherche fondamentale à l'Université et, comme nous ne cessons de le faire, les énormes besoins budgétaires auxquels font face les universités pour remplir correctement leurs missions de service public.

Il est bien clair que ce n'est pas en adoptant la conception néolibérale de l'autonomie des établissements que l'on reconstruira l'espoir. C'est là pourtant aujourd'hui la position de certains membres éminents du PS, comme Ségolène Royal, suivant les "recommandations" scientifiques de conseillers économiques (cf. la note de l'Institut Bruegel signée par André Sapir, Philippe Aghion et quelques économistes belges et américains, citée

par de nombreux journaux libéraux). Ils sont dès lors bien en difficulté pour prétendre incarner une autre perspective que la marche forcée vers la compétition généralisée, une économie de la connaissance qui est en fait une société de marché (Polanyi). Pour reconstruire l'espoir à gauche, il faut rompre avec le prêt-à-penser néo-libéral qui imprègne des pans importants du Parti socialiste.

Nous avons besoin d'une conception d'ensemble de ce que doit être l'enseignement supérieur en France, de ses missions, de son pilotage démocratique. Une conception cohérente qui puisse être opposée terme à terme à celle des néolibéraux et qui puisse très rapidement être mise en œuvre, donc qui se décline dans un programme détaillé contenant des objectifs (par exemple en termes d'accès, de réussite, de contenu et même d'insertion professionnelle) et les moyens alloués pour répondre à ces objectifs : loi de programmation budgétaire sur plusieurs années, augmentation du nombre et du montant des bourses, etc. Nous ne devons pas donner l'impression que nous défendons un système défaillant, inégalitaire, souvent déliquescents. Selon moi, une perspective alternative doit être précisée sur les objectifs, les moyens et les méthodes d'évaluation des politiques publiques qui seront menées dès lors que les conditions politiques le permettront. Elle doit assumer l'idée de réforme mais de réforme radicale, sociale.

Au risque d'apparaître plus « pragmatique » encore, je soulignerai donc que pour qu'émerge une nouvelle force de gauche audible et visible, un gros travail de diagnostic sociologique et économique doit être mené (il n'est pas toujours à la hauteur), et des propositions diverses doivent être largement mises en débat et accompagnées d'une stratégie d'action. Cela doit s'accompagner d'un renouvellement du vocabulaire politique. La question des structures organisationnelles, qui intéresse évidemment en premier lieu, les acteurs politiques, me semblent d'une certaine manière secondaire par rapport à ce diptyque objectifs / moyens. ■

Frédéric LEBARON

Nous avons, dans cette rubrique, abordé à plusieurs reprises les risques que le changement climatique représente pour la sécurité mondiale, notamment avec l'augmentation du nombre de réfugiés écologiques et la bataille entamée pour l'accès à l'eau potable.

L'EMPREINTE ECOLOGIQUE MAL EVALUEE ?

La revue Sciences et Avenir rapporte, dans le numéro de décembre 2007, les conclusions d'une étude menée par des chercheurs de Lausanne sur la notion d'empreinte écologique globale utilisée par le WWF pour mesurer la pression de l'homme sur les écosystèmes.

L'indice mis au point par le WWF s'appuie sur l'espace (mesuré en hectares) nécessaire aux hommes pour produire les ressources qu'ils utilisent et absorber les déchets rejetés.

Selon le WWF, le déficit obtenu serait de 0,45 ha par habitant. Pour les chercheurs suisses, l'empreinte écologique est sous-évaluée. D'après leurs calculs, ce ne seraient pas 5 planètes qui seraient nécessaires pour répondre aux besoins engendrés par la consommation américaine, mais 11. Il n'est pas nécessaire de pinailler sur ces chiffres. Une chose est sûre: il faut modifier radicalement nos modes de consommation. ■



T CLIMATIQUE ET RISQUES DE CONFLITS

Un nouveau rapport préparé par le Conseil consultatif scientifique du gouvernement fédéral allemand pour les questions relatives aux changements environnementaux mondiaux vient d'être publié. Il apporte des précisions utiles sur les risques encourus.

CONFERENCE DE BALI SUR LE CLIMAT

La conférence des Nations Unies organisée à Bali sur le climat pour fixer le cadre et le calendrier des négociations résultant du protocole de Kyoto (qui expire en 2012) a montré une nouvelle fois de fortes divergences entre les nations. L'Union Européenne voulait obtenir des objectifs chiffrés dans la réduction des gaz à effet de serre.

Rappelons que l'Europe s'est engagée à diminuer ses émissions de 20% d'ici 2020, par rapport au niveau de 1990.

Les Etats-Unis ne veulent toujours pas entendre parler d'objectifs chiffrés.

Deux pays ont apporté leur soutien aux Etats-Unis: il s'agit du Canada et du Japon. Ces trois pays refusaient que le texte final se réfère à une fourchette de réduction des émissions de gaz à effet de serre allant de 25 à 40% d'ici 2020 montrant ainsi que leurs intérêts économiques sont plus importants pour eux que l'avenir de millions de personnes vivant dans les pays pauvres. ■

L'auteur principal de ce rapport, le professeur Hans Schnellhuber, le dit sans ambiguïté. «*Si le réchauffement climatique n'est pas jugulé, des états fragiles et vulnérables, qui sont déjà aujourd'hui assez mal gérés, pourraient implorer sous la pression du réchauffement global, puis générer des ondes de choc vers d'autres pays.*»

Le rapport met en avant quatre risques principaux : la dégradation des eaux douces, le déclin de la production alimentaire, l'augmentation des tempêtes et des inondations et les migrations causées par les catastrophes et les déséquilibres environnementaux.

Les zones à fort risque d'insécurité sont d'abord l'Afrique, la région Sahélienne et la Méditerranée. Viennent ensuite: l'Asie Centrale, l'Inde, le Pakistan, le Bangladesh, la Chine, certaines parties des Caraïbes et du golfe du Mexique, les régions andines et amazoniennes de l'Amérique latine.

D'une manière générale, on constate que ce sont les régions qui souffrent déjà de la pénurie d'eau, de la baisse des récoltes, qui risquent de voir leur situation s'aggraver par l'interaction des différents phénomènes qui contribueront à rendre leur situation invivable: risques de crise politique, pression migratoire, sécheresse, croissance démographique, baisse des ressources agricoles.

Dans la zone sahélienne par exemple, de grands mouvements de réfugiés de-

vraient se produire touchant notamment le Soudan et la Somalie.

En Asie centrale, le recul des glaciers va aggraver les tensions sur l'eau et avoir des répercussions sur l'agriculture tandis que l'Inde, le Pakistan, le Bangladesh subiront les conséquences du retrait glaciaire dans l'Himalaya : difficultés d'accès à l'eau pour des millions de personnes, modifications de la mousson annuelle, menaces de cyclones au Bengale.

En Chine, la crise environnementale s'aggravera, entraînant une augmentation de la désertification et de la pénurie d'eau dans plusieurs régions tandis que la côte Est devrait voir monter le niveau des mers et serait sous la menace des cyclones tropicaux

Quant à la région des Andes, elle devrait voir les problèmes d'alimentation en eau s'amplifier, suite au retrait glaciaire. Enfin, on envisage une aggravation de l'état de forêt amazonienne, ce qui modifierait profondément l'environnement de l'Amérique du Sud.

Ces prévisions apocalyptiques montrent l'impérieuse nécessité d'appliquer le protocole de Kyoto et l'importance de la réunion organisée à la mi-décembre à Bali sur cette question. ■

Bernard CARON

LE CLIMAT

EN ALLEMAGNE, EN ESPAGNE, AU BRÉSIL, À DUBAÏ, EN GRANDE-BRETAGNE...]



Au cœur des think-tanks de l'écologie

Nous avons interviewé un participant au cinquième forum mondial du développement durable, organisé au Sénat début décembre.

Rouge & Vert : Tu as participé au 5ème Forum mondial du développement durable, début décembre au Sénat; c'est quoi ?

FR : Sous ce titre ronflant se cache l'un des clubs de réflexion de la bourgeoisie française. L'intérêt d'y participer est d'y repérer leurs orientations stratégiques, le thème central étant : « Un monde imprévisible ».

R&V : Vont-ils vers la décroissance ?

FR : Pas du tout. En gros, chacun semble conscient de la gravité de la situation, de l'urgence à agir, du fait que la croissance actuelle n'est plus soutenable, qu'il faut passer aux actes et chercher les solutions pour une croissance différente qui soit « responsable à long terme (devant les générations futures). Où l'on retrouve l'économie en boucle, l'idée de dématérialiser l'économie, la lutte contre l'hyper-consommation, le gaspillage des dépenses militaires ou de la corruption, la crainte de la Chine (très présente). Une fois l'axe stratégique défini, chacun cherche à réduire le risque par l'investissement. Mais là, ils se tournent vers les experts ; exemple : la voiture à hydrogène , on y va ou pas ? Et de se désoler : la moitié des experts sont pour et l'autre contre.

R&V : Les politiques ont l'air aussi désarmés que tu le dis ?

FR : L'on se rend compte que souvent les politiques n'arrivent pas à se faire une opinion, n'ayant eux-mêmes aucune formation scientifique (beaucoup de nos politiques sont plutôt d'anciens avocats d'affaires). Est souvent revenue la nécessité de changer les comportements en commençant par l'Etat et les collectivités pour l'exemplarité, et la difficulté d'expliquer les choix. Il y a là l'irruption de débats nouveaux dans la société autour des choix scientifiques et technologiques avec « un niveau moyen de la population qui monte » et à qui on ne peut plus raconter n'importe quoi.

Beaucoup d'interventions ont tourné autour de l'énergie qui est manifestement l'inquiétude majeure (avec l'eau), donc autour de la taxe carbone qui est acceptée.

R&V : Quand ils parlent de biens communs ils parlent de quoi ?

FR : Il faut d'abord définir les dits biens. Autant l'accord est facile quand on énumère l'eau, le climat, la santé, la bio-diversité ou l'alimentation, autant leur extension demande à être affinée : l'énergie, la mobilité (A-M IDRAC). Et l'on a parfois entendu des énormités par un conseiller ministériel, P HERNU, faisant de la réforme du système monétaire international un bien commun.

Ce qui prouve que par delà un consensus qui va finir par faire système les questions restent floues et que ce milieu est plus en recherche que sûr de ses choix. Ensuite il faut définir les acteurs et leur niveau d'action : Etat, collectivités, entreprise (OS et ONG ça ne leur vient pas spontanément à l'idée).

En résumé, à part de grandes déclarations sur le faire autrement, peu d'inventivité. Le Grenelle ressemblant à un exercice grandeur nature, à moitié improvisé de ces nouveaux processus.

R&V : Je suppose qu'on a beaucoup discuté de solutions technologiques ?

FR : Oui. Deux points de vue s'affrontent : les technologies nouvelles seront les réponses à la crise écologique (en gros c'est la réponse américaine par exemple celle d'une chercheuse du MIT disant qu'on serait sauvé par le cyber espace et les nanotechnologies) et l'idée inverse (très souvent reprise) : attention les réponses ne sont pas que technologiques mais aussi comportementales, politiques, etc., position entre autres de Chantal JOUANNO, conseillère de N. SARKOZY.

A partir de là il y a eu beaucoup d'interventions sur la participation de la société civile sans qu'on sache très bien si c'était sincère ou si celle-ci était conviée au processus pour expliquer ensuite les décisions au bon peuple. Une grosse réflexion également sur la notion de risque, Chantal JOUANNO expliquant combien

les politiques étaient démunis devant les notions scientifiques comme l'éco-toxicité, les faibles doses.

R&V : Quelle est l'intervention qui t'as le plus marqué ?

FR : Celle d'un physicien du CEA, E KLEIN, sur le risque , qui a dit en substance : « Nos concitoyens ont peur des risques mais pas quand ils sont connus. Exemple : l'alpinisme. » Donc, les risques qui font problème sont ceux qui ne sont pas connus. Par exemple les américains disent : Grâce aux nanotechnologies l'homme va se libérer. L'opinion répond : on veut en discuter. L'enjeu, c'est la place relative de la science et de la conscience. Quand on fait une élection tout le monde vote. C'est donc qu'en démocratie la conscience prime la compétence. C'est bien ce qu'on a fait sur le TCE, traité qui dans ses détails était incompréhensible et où on a voté en conscience. Il faut donc accorder le primat à la conscience, ce qui par contre-coup donnera son autorité à la compétence. C'est de cette façon qu'il faut prendre la question des OGM : donner aux citoyens la capacité de décider.

R&V : Quelles conclusions ont été faites par les organisateurs ?

FR : Parmi ce qu'ils ont dit, j'ai noté :

- le besoin d'une nouvelle croissance économe et écologique.
- la situation écologique n'est plus sous contrôle.
- responsabilité de tous, riches ou pauvres, mais cette responsabilité est différenciée.
- faiblesse de la gouvernance mondiale.
- inégalités et écologie.
- internaliser les coûts externes .
- créer une agence internationale de l'environnement.
- clarifier les technologies pour ne pas encourager le doute .
- ne pas tout demander à la science (comportements).
- préparer l'opinion à une énergie chère.
- prendre rapidement des décisions.

R&V : En résumé les multinationales anticipent.

FR : Comme toujours. On ferait bien de combler notre retard . ■

Motion adoptée lors de la Coordination
Nationale des Alternatifs des 15 et 16
Décembre 2007

PAROLE DONNÉE

Ce vendredi 14 décembre, la Chambre de l'instruction de la Cour d'Appel de Versailles a rendu un avis favorable sur l'extradition de Marina Petrella.

Ancienne membre des Brigades Rouges, Marina, réfugiée en France depuis 1993, arrêtée en août 2006, est poursuivie pour des faits remontants à plus de 25 ans.

Or Marina avait rompu avec son passé : intégrée dans la société française, assistante sociale, elle est mère d'une fille de 10 ans née sur le territoire français. Son insertion exemplaire a pu se construire sur le droit d'asile dont elle bénéficie, sur la parole donnée au nom de l'Etat français en 1984, parole respectée par les gouvernements successifs jusqu'en 2002.

Cette arrestation par le gouvernement de Nicolas Sarkozy piétine cette parole donnée.

Cette poursuite tardive par les gouvernements italiens et français s'apparente, pour Les Alternatifs, à une vengeance d'Etat, qui ne peut pas avoir de place dans l'Europe à laquelle nous aspirons, une Europe de la Justice fondée sur le respect des droits humains.

Les conditions dans lesquelles la justice italienne a jugé et condamné Marina Petrella et les autres réfugiés italiens ne répondaient pas aux exigences du respect des droits de la défense que l'on attend d'un état de droit.

Marina et son compagnon ont entamé une grève de la faim depuis le 6 décembre pour faire entendre la réalité des faits et pour dénoncer l'acharnement judiciaire dont ils sont victimes.

Nous refusons l'extradition de Marina, et nous demandons sa remise en liberté immédiate.

Nous appelons toutes les personnes et organisations attachées aux libertés et au droit d'asile à se mobiliser pour soutenir Marina Petrella et à faire respecter la parole donnée par l'Etat français.

Une pétition de soutien en ligne est disponible à l'adresse : <http://www.paroledonnee.info/>

LE DÉFICIT DE LA SECURITÉ SOCIALE

Qu'est-ce qu'un déficit ? En comptabilité, c'est la différence entre des recettes et des dépenses. En matière de santé, le déficit peut être comptable, mais peut porter aussi un déficit social si la politique de santé n'est pas adaptée aux besoins de la population, à l'évolution de l'âge, des techniques, de la mortalité, etc....

Or seul le déficit comptable, dont je vais démontrer que c'est une construction politique, est au coeur des débats.

Sur le seul plan comptable, attardons-nous sur les recettes puis sur les dépenses du régime général, à l'exclusion du régime agricole (MSA, fortement subventionné par l'Etat), des autres non salariés et des régimes spéciaux de salariés. Et rappelons que le régime général comprend 4 branches : la maladie, la vieillesse, la famille et les accidents du travail.

LES RECETTES

Les recettes sont pour l'essentiel des cotisations sur les revenus du travail (les cotisations "patronales", les cotisations "salariales" sous forme de cotisation ou de CSG), et les prélèvements sur les revenus du capital via la CSG.

Depuis le début des années 1980, la part des cotisations salariales s'est fortement accrue alors que les entreprises connaissent un tassement de leurs contributions: maladie, vieillesse et chômage confondus, les cotisations "salariales" sont passées de l'ordre de 10% à plus de 22 % tandis que celles des employeurs sont au plus de l'ordre de 45 %, comme voici 25 ans, voire beaucoup moins pour les bas salaires. La gauche envisageait de calculer les cotisations "patronales" sur la valeur ajoutée (VA), c'est à dire la richesse créée par les entreprises en lieu et place des salaires bruts : elle n'a jamais mis en 1/2uvre cette idée alors que la part de la VA revenant aux salariés a baissé au profit de celles des capitalistes. Le manque à gagner est donc très important.

Les recettes sont sous-évaluées à cause de l'Etat-patron (Etat, collectivités locales et hôpitaux publics).

En effet, le régime général couvre aussi les fonctionnaires, mais leur patron ne cotise pas sur les primes versées à ses agents, contrairement aux employeurs du secteur privé.

Quand on sait que les primes représentent de 15 à 20 % des salaires du secteur public, le manque à gagner pour la SS est de 4,6 milliards d'Euros.

Certes, il faudrait les prendre sur le budget de l'Etat, donc sur les impôts ; mais il s'agit de choix politiques et il importe de tenir un discours s'appuyant sur des chiffres vrais quand on parle du déficit de la Sécurité Sociale.

Autres minorations de recettes, l'exonération de l'intéressement et de la participation, environ 4 Md et les stocks-options pour 3 Md, ces dernières bénéficiant à une infime minorité de cadres dirigeants de grands groupes.

Ajoutons à cela les abattements pour les VRP et les journalistes (curieusement les média n'ont pas relevé cette mention de la Cour des Comptes), etc. soit un manque à gagner d'environ 1 Md.

Autre problème, les exonérations de cotisations : si la plupart d'entre elles sont compensées par l'Etat, une partie n'est pas compensée et reste à la charge de la Sécu (2,1 Md).

De même, la couverture maladie des adultes handicapés (4 Md) est à sa charge, sans apport de cotisation, mais sans contrepartie de l'Etat, alors qu'il s'agit de la mise en oeuvre de la solidarité nationale qui ne peut concerner les seuls assurés, encore moins le seul régime général.

La Cour des Comptes relève d'autres éléments comme les exonérations des indemnités de départ en retraite et de licenciement, dont

une part importante est exonérée au profit des cadres supérieurs et dirigeants.

Au total, les recettes sont minorées de 14 à 15 Md

LES DEPENSES

Les dépenses posent de nombreux problèmes au premier rang desquels la taxe sur les salaires. Il s'agit d'un impôt payé par les employeurs qui ne sont pas assujettis à la TVA, comme les hôpitaux et les cliniques, les banques et assurances, les associations.

Elle n'a rien à voir avec les taxes sur les salaires comme la taxe d'apprentissage, la formation professionnelle, etc car elle est une recette de l'Etat non affectée. Par le biais de cette taxe, l'Etat récupère près de 10 Md, dont plus de 2 Md prélevés sur les seuls hôpitaux donc sur le budget de la Sécurité Sociale.

Il conviendrait également de prendre en compte les accidents du travail non déclarés comme tels, sur pression de l'employeur afin d'échapper à la cotisation spécifique à la seule charge de celui-ci. Par conséquent, c'est la branche maladie qui supporte une charge indue de plusieurs milliards.

Les dépenses pharmaceutiques pourraient être réduites, surtout (c'est un exemple) quand le même médicament coûte trois fois moins cher en Espagne. La Sécu supporte donc les frais de développement des laboratoires !

En conclusion comptable, le déficit de 2006 (8,7 Md) est un mensonge officiel. La Sécurité Sociale serait en réalité excédentaire de l'ordre de 10 Md, hors mise en oeuvre de prélèvement des cotisations sur la Valeur Ajoutée.

Par contre, il existe des dépenses « cachées » qui aggraveraient le déficit.

Tout d'abord la part qui reste à la charge des ménages à travers les mutuelles, ou le solde à charge : 25 % des dépenses sont concernées; au premier rang desquelles on trouve l'optique et les soins dentaires, le forfait hospitalier, etc...

Par conséquent, les plus démunis « préfèrent » ne pas consulter : or, différer des soins entraîne une dégradation de l'état de santé de la population.

Ensuite, une partie du personnel de l'hôpital est exploitée (CES, étudiants en formation, qu'il s'agisse d'AS, d'IDE ou de médecins) ou sous-payée (internes étrangers, personnel des cliniques).

En outre, un certain nombre d'investissements font l'objet de subventions des collectivités locales pour des matériels lourds ou de nouvelles constructions.

Si l'on prenait en compte la modification du calcul des recettes, mais aussi celle des dépenses, on aboutirait peut-être à un déficit, peut-être à un excédent. Mais, la question est de savoir quels objectifs de vie, de santé et de contrat social se donne une société.

Et rappelons, ce qui est peu entendu, que la part de la santé en France rapportée au PIB est bien moindre qu'aux Etats-Unis (respectivement 9.5 % et 13.9 % du PIB) au système de santé privé et dur pour les pauvres, ou qu'en Allemagne (10.7%), notre premier partenaire en Europe ■

Marc GICQUEL

LES ALTERNATIFS

COORDINATION

COORDINATION DES ALTERNATIFS

La coordination des Alternatifs, réunie les 15 et 16 décembre à débattu de la situation sociale. L'analyse du projet Sarkozy est largement partagée, appui au capitalisme financiarisé, démantèlement des derniers héritages de l'Etat Providence, autoritarisme et exacerbation des divisions au sein des couches populaires. La dénonciation des « assistés », des « nantis », de la « voyoucratie » en dit long sur les orientations du pouvoir.

De nouveaux affrontements sont devant nous, notamment avec la mise en cause du droit du travail et la nouvelle régression du système de retraites.

Des interrogations sur l'unité sociale à construire ont traversé la discussion, notamment sur la question des formes de lutte et de la jonction usagers-travailleurs de secteurs mobilisés. La proposition de construire chaque fois que possible des comités de solidarité usagers-grévistes a été mise en avant, eu égard au faible travail d'explication effectué par les organisations syndicales lors de la dernière grève des transports.

De même l'idée de poser lors de chaque conflit majeur les enjeux en terme de projet de société (le chacun pour soi et le darwinisme social ou les solidarités) a émergé. Enfin les enjeux écologiques ont été considérés comme pouvant largement éclairer les batailles pour les services publics. La difficulté des organisations de chômeurs à mobiliser, le faible engagement des organisations politiques (dont la nôtre) à leurs côtés ont été évoqués. Des appréciations divergentes ont été portées sur le conflit dans le secteur des transports, notamment sur les stratégies de SUD Rail et de la CGT Cheminots.

Un bilan a été tiré de la réunion des collectifs antilibéraux des 1er et 2 décembre, il est assez proche de celui déjà publié dans « Rouge & Vert »: un secteur politique affaibli mais encore significatif, une tension durable entre vocation unitaire et aspiration à une nouvelle force politique de transformation sociale et écologique.

Des appréciations divergentes se sont exprimées sur la composante se réclamant de la nouvelle sensibilité altermondialiste au sein des collectifs, certains considérant que certaines de ses positions et pratiques tendaient à fragiliser le processus, d'autres qu'elle exprimait des aspirations de type autogestionnaire et écologistes qui rejoignent les nôtres.

A noter que l'implantation des collectifs ne recoupe qu'assez peu celle des Alternatifs et que les collectifs ont à peu près disparu de départements importants comme le Rhône ou la Loire-Atlantique.

Les militant-e-s des Alternatifs poursuivront leur activité au sein des collectifs. Le mouvement travaillera à la convergence des initiatives, pour le moment en ordre dispersé, en vue d'Etats Généraux de la gauche de transformation sociale, il alimentera la réflexion des collectifs, travaillera à une démarche qui, plutôt qu'une organisation « antilibérale » commune, visera, de manière plus réaliste, à la construction d'un espace de convergence associant collectifs indépendants et organisations politiques. ■

J.J. B.

**Pour un mouvement politique alternatif, autogestionnaire,
écologiste, féministe, altermondialiste.
Pour la convergence des forces de la gauche de
transformation sociale.
Pour faire vivre la presse autogestionnaire
en 2008.**

je m'abonne à Rouge et Vert

je rejoins les Alternatifs

[cochez la case correspondant à votre/vos réponse(s)]

Nom : Prénom :

Adresse :

.....

.....

.....

Courriel :

Ci-joint chèque de 40 euros à l'ordre de Rouge et Vert journal
Envoyez ce bulletin aux Alternatifs 40, rue de Malte 75011 Paris



WEEK END DE REFLEXION SUR LE PROJET ALTERNATIF SAMEDI 12 ET DIMANCHE 13 JANVIER 2008



Ce week end aura lieu à Maromme, près de Rouen, à la Maison Pelissier, une superbe maison de style normand, près d'un vaste jardin.



Trois repas (samedi midi, samedi soir, dimanche midi) seront pris sur place, le petit déjeuner du dimanche également).



Les Alternatifs de Rouen participent à la Choralternative, une équipe d'artistes militants, nous pourrions partager leur répertoire le samedi soir après le repas.

FRAIS D'HÉBERGEMENT ET DE REPAS



- personnes non-imposables : 10 euros
- personnes imposables : 30 euros

Chèques à l'ordre d'A.F. ALTERNATIFS (déduction fiscale à hauteur de 66% pour les personnes imposables)

LE WEEK END DE REFLEXION S'ORGANISE AUTOUR DE TROIS THEMES :

- une nouvelle donne sociale et politique, le «grand soir» n'est pas pour demain, le «bon gouvernement de gauche» non plus, on fait quoi ?
- la rencontre la synthèse du rouge et du vert, du social et de l'écologie, nous en parlons, mais quel contenu pour le projet et les propositions des Alternatifs
- l'autogestion comme voie, moyen et but, aujourd'hui résistances et alternatives, contre pouvoirs, dans quelle vision plus globale ?



Nous souhaitons organiser un co-voiturage, notamment pour les participant-e-s disposant de faibles revenus. Par ailleurs, la durée du trajet en train Paris Rouen ne dépasse pas une heure.

La réunion est co-organisée par les Alternatifs Paris Sud et les Alternatifs de Rouen. Elle est ouverte à toutes et tous, sympathisant-e-s ou adhérent-e-s.

BULLETIN DE PRE-INSCRIPTION

A retourner par courriel à boislaroussie@hotmail.fr ou par courrier aux Alternatifs 40 rue de Malte Paris11

NOM PRENOM

ADRESSE POSTALE (indispensable)

- JE PARTICIPERAI AU WEEK END DE REFLEXION
- JE SERAI ACCOMPAGNE DE PERSONNE(S)
- JE PEUX PARTICIPER AU COVOITURAGE AVEC MA VOITURE

Janadesh 2007

Marcher pour vivre

« La non-violence est clairement impossible aussi longtemps que persiste le gouffre entre les riches et les millions de misérables.

Travailler à un changement de société signifie viser à abolir l'éternel conflit entre capital et travail.

Ainsi, il faut appauvrir les immensément riches et enrichir les millions d'affamés. »

**M. K. Gandhi. "Constructive programme"
Navajivan publishing house, 2006 (1941).**

Un bout de chemin en Inde avec les activistes d'Ekta Parishad (forum de l'unité), suivi de trois semaines de pérégrinations sociologiques dans le nord du pays. Une moisson de fortes impressions. Ci-dessous, le compte rendu subjectif de la marche avec les dalits et adivasis et des propositions de lecture, ainsi que quelques observations rapportées notamment du Bihar (Bodhgaya) et de l'Uttar Pradesh (Delhi). *

Depuis le début des années 90, la politique de libéralisation de l'économie indienne laisse de côté les plus pauvres, les moins armés pour affronter la "modernité" du développement globalisé. Les communautés dalits¹ et adivasis² sont systématiquement amputées de leurs moyens de subsistance, expulsées de leurs terres ancestrales. Les dégâts du "progrès", les destructions collatérales du développement, les conséquences inévitables de la croissance sont douloureusement vécues par une importante partie de la population indienne. Les performances apparentes de l'économie, l'apparition d'une classe moyenne (stratifiée) dissimulent de plus en plus mal le naufrage culturel et social de près d'un milliard de personnes³.

Le désastre social est accompagné d'une catastrophe écologique surdimensionnée. Les industries prolifèrent, provoquant non seulement une pollution mortifère, mais aussi le déplacement, les délocalisations autoritaires et massives des populations autochtones qui sont les premières victimes des changements climatiques, car «les liens étroits qu'elles entretiennent avec la nature, l'eau, les ressources qui en

découlent les placent dans une situation encore plus fragile. »

J.Scott.Secrétariat des Nations Unies pour la conservation de la biodiversité⁴.

Janadesh (volonté du peuple) 2007, 25 000 marcheurs (originaires de 18 états), une grosse centaine de compagnons de route européens, 330 km de Gwalior à Delhi, du 2 au 28 octobre, une marche politique, pacifique, dont la revendication majeure demeure le droit à la terre. Ce qui implique une radicale réforme de l'économie agricole et l'abandon des conduites dictées par l'intégrisme libéral.

ORGANISATION, LOGISTIQUE:

A raison de 10 à 17 km par jour, sur 3 rangs se déroule un cortège de plusieurs km sur l'autoroute. La randonnée ne s'improvise pas ! Les étapes avaient été préparées des semaines en amont. Puissante logistique, camions cuisine multiples pour préparer vers 14 h., l'unique repas du jour. Régime végétarien, dont le riz, les légumes, les chapatis, les bananes, parfois un yaourt local (kurd) constituent l'essentiel.

Précédant les marcheurs, une équipe a préparé, creusé les incontournables latrines qui seront comblées chaque matin. Les électriciens véloce avant la nuit ont équipé le bord de route avec des dizaines de néons. Pour la sécurité, la visibilité des dormeurs que le goudron chaud n'effraie pas.

Je n'ai dormi qu'une seule nuit sur l'autoroute. Le confort du sac de couchage me parut suffisant. Mais la pollution persistante, aggravée par le trafic routier intense, nocturne, incessant sur les voies laissées à la circulation rendi-

rent difficile la béatitude du sommeil réparateur.

Pétarades des mécaniques et difficultés à respirer me dissuadèrent de tenter une nouvelle nuit à la belle étoile!

Malgré la tiédeur de la saison hivernale (35° à midi), la procession lente, souvent interrompue par des prises de paroles (en hindi, parfois courtoisement reprises en anglais), fut éprouvante pour nombre de marcheurs, plus encore marcheuses indiennes, ayant entamé la pérégrination revendicative physiquement fragilisées depuis toujours, par un régime alimentaire et sanitaire insuffisants. Sept décès furent comptabilisés.

Pourtant, la préparation politique et médiatique avait été bien pensée.

Depuis plusieurs mois Parishad avait formé-entraîné plus de 1 500 animateurs aux méthodes gandhiennes de résistance civile. P.V. Rajagopal (parfois présenté comme « l'héritier de Gandhi ») fut souvent interrogé par les médias locaux et internationaux. Message : « *Le gouvernement doit comprendre qu'il lui faut initier de profondes réformes agraires. Sinon nombreux sont ceux qui se laisseront tenter par les méthodes naxalistes.* »⁵

Le mouvement brésilien des sans terre (MST) était présent en la personne de Vadarly Scarabelli : « *Il y a plus de 4,5 millions de sans terre au Brésil. Douze mille ont récemment organisé une marche. Nous sommes ici pour soutenir les dalits et les tribaux et pour comprendre la dynamique de leur mouvement.* »⁶

Une estimation prudente fait valoir que la dynamique libérale du "développement" a délocalisé, en à peine 2 décennies, vers les non lieux des périphéries misérables plus de 40 millions de personnes dont la moitié environ sont des adivasis. Le cynisme de certains fonctionnaires exécutants consiste à exiger des droits et documents de propriété à fournir par des populations dravidiennes, aborigènes vivant depuis des millénaires dans la jungle originelle. C'est à peu



près aussi pertinent que de demander un titre de séjour aux Comanches amérindiens.

La "dysneylandisation" des "sauvages" est bien avancée. Des promoteurs veulent transformer la jungle en parc de loisirs pour touristes fortunés. Il est possible à Delhi d'acheter le droit de photographier un vrai tigre (authentique, non domestiqué), en toute sécurité, juché sur le dos d'un éléphant serviable.

ASPHYXIE À DELHI

Une longue marche, c'est l'occasion d'arrêter les pensées routinières pour découvrir d'autres itinéraires de vie. On arrête tout, on réfléchit, ("et c'est pas triste" ndlc) on infléchit.

D'autant que « *les dernières nouvelles sont mauvaises qui viennent du Chattisgard. L'office des forêts a détruit les récoltes de 600 familles vivant dans 8 villages. C'est la même histoire qui se répète: les gens cultivent les terres pendant la mousson, et l'office des forêts vient ensuite tout détruire. C'est une lutte permanente entre l'office et les tribaux.*

Par exemple, dans le village de Barpali, situé à 25 km de Roukela, deux usines sidérurgiques se sont installées des 2 côtés du village. Vous seriez choqués de voir comment les gens survivent dans cet environnement hautement pollué. Certains ont migré et d'autres sont tombés malades en restant dans ces villages.

Récemment 12 adivasis se sont fait tuer en Orissa. Leur crime: ne pas être d'accord pour donner leur terre à un groupe d'industriels voulant construire une usine de production d'acier ? ».

DÉVELOPPEMENT ? PROGRÈS ? A QUI PROFITE LA CROISSANCE ?

La question écologique, éthique et économique est posée, "exemplifiée", amplifiée, exacerbée au niveau d'un sous continent hébergeant près d'un quart de l'humanité.

A minima, sur le chemin d'une reconversion politique et culturelle, Janadesh propose des objectifs raisonnables indexés sur de nouveaux indicateurs de (réelle) prospérité.

1 - L'arrêt de toutes les expulsions et répressions contre les dalits et tribaux. Retour sur leurs terres ancestrales.

2 - La mise en place d'un contrôle pour faire cesser les abus relatifs à l'usage de la forêt, de l'eau, de la terre.

3 - Une véritable réforme agraire. Distribution contrôlée des terres gouvernementales.

4 - Un moratoire des activités industrielles polluantes, tant qu'il n'y aura pas de garanties suffisantes pour les populations concernées.

INDEMNISATIONS, RÉPARATIONS DES DOMMAGES⁹.

Pour poser les revendications devant



les institutions, la marche devait se terminer devant le parlement à Delhi.

De fait, des milliers de manifestants furent parqués longtemps dans un parc périphérique (Ramila grounds). Officiellement, une manifestation de cette importance risquait de perturber (plus encore ? est-ce possible ?) le trafic automobile. Les encombrements sont diversement appréciés : la veille, un semi-marathon publicitaire organisé



par une importante compagnie privée avait été guidé, orienté par les forces de l'ordre en service¹⁰.

Pour un marcheur militant, l'immobilité c'est pénible! Après quelques heures de cuisson lente, malgré les danses improvisées, les mots d'ordre scandés, les colères chantées, je décide de m'évader. Profitant de la faiblesse d'une clôture, rampant par le trou d'un mur, poussiéreux, honteux un peu, dans la rue je me noie dans l'anonymat des foules démocratiques. L'air de la prospérité ne me réussit décidément pas. En toussant, yeux larmoyants, je négocie férocement (le marché libre réclame la férocité des transactions), le prix d'un retour en rickshaw vers les bienfaisants ventilateurs de la Gandhi peace foundation .

UN COURANT D'AIR DANS UNE ATMOSPHÈRE VICIÉE ?

Pour fuir la réalité empoisonnée, je décide d'avoir besoin de cette ventilation illusoire.

Las ! Récurrente, coutumière, la nième coupure d'électricité me prive du réconfort provisoire des brises artificielles !

Mal ventilé, me vient l'idée torve d'un marché porteur. Le masque à gaz pour citoyens précautionneux. Un modèle léger, seyant, branché, à filtres renouvelables et jetables. Il n'y en aura pas pour tout le monde !

Qu'importe. Croissons ! Croissons ! croissent les experts et spécialistes boursiers des pages économiques du Times of India?

CAPITALISME ET CASTÉISME : UN MÉLANGE EXPLOSIF

« Les investissements et le développement (accélérés depuis 2 ou 3 décennies) ont seulement conduit à ceci: corruption, criminalisation de la politique. On ne peut être sûr de rien, tout est fluide. Policiers, voleurs, politiciens, les rôles sont interchangeables. »

V.S. Naipaul.

« India. A million mutinies now. »
Vintage ed. 2007 (1998).

La recette libérale du développement, nécessairement inégal, fait surgir la question de la croissance des inégalités : 77 % de la population indienne vit avec moins de 20 roupies (Rs) par jour (moins de 50 centimes d'euros. 1 euro = 55 Rs en nov. 2007). Environ 840 millions d'Indiens doivent se résigner à survivre avec ce pouvoir d'achat

misérable - même traduit en "parité monétaire"¹¹. Conséquence observable à la ville comme à la campagne : « 50% des enfants sont mal nourris et présentent des anémies physiques et des carences cérébrales¹². Les 23 euros mensuels théoriques n'ont aucun sens pour ceux, nombreux, qui vivent au jour le jour, dont la force de travail est louée pour une poignée de roupies à prendre ou à laisser prendre par un autre, nécessairement plus industriel.

Une conversation ordinaire et cordiale à Dholpur (Rajasthan) avec un entrepreneur prospère (il concède fièrement avoir un revenu mensuel supérieur à 2000 euros), confirme la fragile réalité des moyennes macro-économiques. La maisonnée abritant une famille élargie de 12 personnes nécessite pour fonctionner l'aide de 2 employées à domicile.

Celles-ci, nourries, logées se voient gratifiées d'un salaire ? pécule ? pourboire ? de 20 Rs mensuels.

- « *C'est peu* », fais-je remarquer. »

- « *C'est le prix* » confirme, l'entrepreneur réaliste. Puis, de me proposer de visiter les installations productives de son usine de confection. Pressé de rejoindre les contestataires, je décline l'invitation.

Pas très loin, plus à l'ouest, à Mumbai (Bombay), l'économie carbure mieux encore. « *La hausse du Sensex (le CAC 40 local) semble irrésistible¹³* ». Le même auteur, ministre de son état s'inquiète de la puissance et du succès des opérations violentes conduites par les naxalites¹⁴. La "terreur rouge" ("red terror"), s'invite dans les matchs de football, surtout lorsque des personnalités politiques sont présentes.

Ainsi, courant octobre, une attaque maoïste fit 18 victimes, dont le fils d'un ancien ministre¹⁵. « *Les terroristes sont surtout présents dans les zones habitées par des populations tribales où manquent drastiquement les routes, l'électricité, les écoles, les hôpitaux et les commerces¹⁶* » Les investissements sont donc bienvenus mais « *nous devons apprendre à gérer le Capital¹⁷* ». Ce qui manque le plus, c'est la bonne formule permettant une ventilation équitable de la croissance ? C'est mal parti. On peut douter.

CAPITALISME ET CASTÉISME : UN MÉLANGE EXPLOSIF

Dans une économie globalisée, les bonnes intentions déclaratives sont irrémédiablement soumises à l'épreuve de la réalité. Les économistes, les experts qui orientent l'économie sont plus préoccupés de profitabilité que d'égalité. Après avoir célébré la pétaradante santé des indi-

ces boursiers, les mêmes spécialistes écoutés, s'inquiètent de la redoutable concurrence du voisin chinois¹⁸, dont la profitabilité, dans le secteur industriel reste supérieure à ce que peut dégaier l'industrie indienne.

Peut mieux faire? Il faut (faire) travailler plus, et dépenser moins. La recette est expérimentée sous nos latitudes (encore) tempérées.

Humour sombre ou cynisme pré-conscient, un autre article, écologiquement préoccupé, page suivante, signale que « *la consommation mondiale dépasse de 40 %, les capacités de renouvellement des ressources naturelles¹⁹* ». Chaque jour, 1 000 voitures en plus

dans la capitale et ses banlieues, encombrements et empoisonnements comptabilisés positivement dans le PIB national.

Comment est-il possible de faire une bonne politique avec de mauvais indicateurs ?

Bien que souvent misérables, les Indiens sont de grands pollueurs. Leur empreinte écologique est plus que proportionnelle à leur pouvoir d'achat. Les systèmes d'assainissement, d'évacuation des eaux usées, d'enlèvement des ordures ménagères n'existent que dans les centre-villes, à proximité des lieux touristiques.



Communiqué de Peuples Solidaires, Frères des Hommes et la Confédération Paysanne MARCHE VICTORIEUSE DES PAYSANS SANS TERRE INDIENS

Partis de Gwalior le 2 octobre dernier, les 25 000 paysans et paysannes sans terre participant à la marche Janadesh ont atteint Delhi le dimanche 28 octobre. Le lendemain, le gouvernement indien a annoncé la mise en place d'une commission nationale de la terre sous l'autorité du Premier Ministre Indien, principale revendication de l'organisation Ekta Parishad, à l'origine de cette mobilisation sans précédent.

C'est une grande victoire pour les paysans sans terre indiens et pour l'action non-violente d'Ekta Parishad !

L'arrivée à Delhi a montré la détermination des marcheurs : « La prison ou la terre ! » chantaient lundi 29 octobre au matin les 25 000 participants encerclés par la police dans leur campement, empêchés d'atteindre le Parlement, objectif de cette marche non-violente inspirée par Gandhi. Mais ce même jour, Rajagopal, leader du mouvement Ekta Parishad, signait un texte politique avec le ministre du développement rural annonçant la création de la commission nationale de la terre. C'est l'aboutissement d'un long

travail de négociations politiques mené tout au long de la mobilisation. Cette décision a marqué la fin de Janadesh et les marcheurs ont commencé à remplir les trains du retour dès hier au soir, en exprimant leur joie par les chants et les danses.

Depuis plus d'un an, Peuples Solidaires, Frères des Hommes et la Confédération Paysanne, ainsi que d'autres organisations en France comme en Europe, ont soutenu la marche Janadesh et se sont mobilisés en France pour faire appel à la solidarité avec les sans terre indiens, et pour sensibiliser l'opinion sur la question de l'accès à la terre ici et là-bas. Des représentants de ces organisations ont participé à la marche, aux côtés d'ONG nord-américaines et européennes ainsi que de représentants du MST brésilien, de la Kenya Land Alliance et de la Coordination Paysanne Européenne.

Cette marche victorieuse adresse donc un grand message d'espoir pour l'ensemble des mouvements paysans et leurs partenaires dans le monde !

A quelques km de Connaught Place, les vaches urbaines et sacrées reniflent, retournent et, dans les tas de détritiques choisissent leur pâture. Le carton, les restes alimentaires végétaux, certains types de papiers constituent leur ration quotidienne.

On signale le décès de quelques ruminants pour cause d'absorption inconsidérée, malencontreuse, de sacs plastiques. Près de Tilak station, (proche banlieue de Delhi) j'ai pu observer les manigances rusées des singes s'approvisionnant des mêmes détritiques déjà visités par quelques humains récupérateurs!

Petite bibliographie

Outre les ouvrages et périodiques cités dans le texte, nous pouvons conseiller :

Le déséquilibre du monde

Rohinton Mistry, LIVRE DE POCHÉ.

Un roman sociologique sur l'Inde contemporaine. La 4 de couv' parle d'un chef d'œuvre, le qualificatif est justifié.

Dans la peau d'un intouchable

Marc Boulet, ÉD. DU SEUIL.

La vie quotidienne d'un hors caste. Du vécu. On y trouve également une présentation critique du "castéisme" encore perdurant...

A million mutinies...

Dans l'œuvre abondante de V.S. Naipaul (prix Nobel de littérature), India, A million mutinies..., existe sûrement en français. Une suite de tranches de vies tirées de toutes les couches de la société indienne. In-con-tour-nable pour comprendre le pays. India de V.S Naipaul version française, est épuisé. Il existe plusieurs éditions du texte en v.o (anglais).

La force de la vérité.

Brochure diffusée par l'association Solidarité offre une documentation et un argumentaire bien construits. Solidarité, 7 bis avenue Foch - BP 52. 81602. Gaillac cdx. [contact@solidarite.asso.fr]. Tél. 05 63 41 01 14.

Le défi indien

Parran K. Varina, ÉD. BABEL (DIF. ACTES SUD).

L'économie indienne dans un monde globalisé.

Le pouvoir dissolvant de la rationalité capitaliste fragilise chaque jour l'édifice social fondé sur la hiérarchie des castes.

Tendanciellement, peut-être. La réussite économique, sociale des informaticiens de Bangalore, des traders de Bombay, la réussite des basses castes en ascension n'efface pas les distinctions, discriminations séculaires. L'antique organisation hiérarchisée se trouve instrumentalisée, "encastrée" dans la logique productive du capitalisme. Les inégalités réelles se justifient souvent, encore, par un discours religieux qui assigne à chacun sa juste place. Les exceptions (la politiques des emplois réservés, la promotion politique pédagogique de quelques personnalités), n'ont que peu de prise sur la réalité vécue d'un agriculteur du Bihar, la tâche pénible, la lourde charge d'un pédaleur pilotant le vélorickshaw à trois roues n'est en rien allégée par les déclarations périodiquement généreuses.

Pour autant que soit pertinente une



analyse occidentale, aggravée d'une orientation marxiste assumée (ce qui n'immunise nullement des inquiétudes spirituelles, lire plus bas), l'explosion productive de l'économie indienne procède d'un fameux (fumeux) mélange.

Une bonne formulation de la formule productiviste se trouve chez Rosa Luxemburg : « la plus-value ne peut



être créée ni par les travailleurs, ni par les capitalistes, mais par des couches de la société, ou par des sociétés qui ne produisent pas de manière capitaliste²⁰. »

En d'autres termes (simplification brutale) : le quasi servage qui perdure en Inde, articulé au mode de production capitaliste, à l'évidence, permet des coûts de production fort compétitifs. Dans une économie globalisée (concurrence généralisée, planétaire) cette compétitivité chaque jour entame le compromis social construit après guerre en Europe (keynésianisme-fordisme).

Le mauvais sort, la misère des dalits nous concernent directement. Des centaines de millions de travailleurs n'ont pas atteint le stade salarial (capitalisme tempéré), ils sont en concurrence organisée avec les salariés européens "standards" qui ont encore une fiche de paie, un salaire indirect compté comme charges et prélèvements obligatoires (sécu, retraites, chômage). L'illusion consumériste des produits importés à bas prix, risque de se payer très cher. Le gain de pouvoir d'achat est fondé sur une surexploitation des producteurs périphériques. Une périphérie qui gagne chez nous du terrain?

Capitalisme et castéisme un mélange productif explosif. Nous n'échapperons pas aux dégâts collatéraux. Sauf ?

L'utopie gandhienne : simplicité volontaire, autonomie, république des villages, semble plus que jamais, hors de portée. L'intégrisme libéral laisse peu de place aux spiritualités authentiquement révolutionnaires.

Belle action, marche courageuse que Janadeh 2007. Quel résultat, réel, concret ? A ce jour, fort mince. Le 16 octobre, Sonia Gandhi a reçu une délégation où P.V. Rajagopal et A. Roy étaient présents. Elle a promis de transmettre

le dossier au premier ministre M. Singh. La réforme agraire qui devrait être traitée via un guichet unique figurait parmi les revendications techniques. Le risque d'enlèvement du dossier dans les sables administratifs et les rouages bureaucratiques n'est pas à exclure.

D'autant que les classes supérieures enrichies par les spéculations boursières sont très demandeuses de

terrains constructibles pour implanter résidences confortables ou usines profitables.²¹

UN MARXISTE AU MONASTÈRE

Début novembre, pour me reposer des tensions intellectuelles et des pollutions libérales, je décide d'aller respirer dans les contreforts de l'Himalaya. Par étapes, en de courts et studieux séjours je pérégrine dans les hauts lieux du Bouddhisme. A Bodhgaya, nuit tombante, dans un village égaré, je m'embourbe dans une mare nauséabonde. Heureusement, trois jeunes garçons d'abord moqueurs, me tirent, me hissent pour me conduire à la pompe manuelle où j'opère un "démerdage", nécessaire et superficiel. Il fait maintenant nuit noire. Honteux et prudent, je négocie les services d'un guide pour m'en retourner vers le monastère bouddhiste où j'ai pris libre pension.

En sandales clapotantes, pantalons odorants, ancien d'une padyatra (marche revendicative et non-violente), marxiste occidental sur le chemin d'un monastère, les pieds sales et les idées éparses, je m'interroge. C'est quand qu'on va où ? Avec qui ? Les maoïstes armés ou les gandhiens non-violents ? La fin justifie les moyens ? Qui décide des fins ?

Irrité, indécis dans la nuit, j'interpelle mon guide : « *Is it the good way??*²² ».

Alain VÉRONÈSE

NOTES.

- 1 Dalits : opprimés. Dans le lexique gandhien : Harijans, enfants de Dieu. Cette dernière qualification n'est pas acceptée par tous les « opprimés ». Le castéisme est officiellement inconstitutionnel depuis 1975.
- 2 Adivasis : Aborigènes, dravidiens origi-

nels (sur)vivants dans la jungle selon des modalités d'économie "primitive" en organisations tribales.

3 La population est estimée à 1 milliard 200 millions de personnes. La classe moyenne (non homogène) compterait 200 millions de consommateurs aspirés par le mimétisme féroce du style de vie à l'occidentale.

Les vitrines de Connaught Place à Delhi sont à cet égard immédiatement édifiantes. Les Mac Do locaux sont des établissements de luxe, dont les portes ont ouvertes par des assesseurs obséquieux en grande tenue galonnée. Le menu standard est à 200 roupies (un peu moins de 4 euros).

Au Jharkhand, il faut cueillir 15 kg de feuilles de thé pour être gratifié de 80 roupies (mois de 2 euros). Heureux sont celles et ceux qui trouvent à s'employer plus de 6 mois par an.

4 Dossier de presse et documentation de l'association Solidarité, 7 bis Avenue Foch. BP 52. Gaillac cedex. France. Courriel : [contact@solidarite.asso.fr].

5 India Express, 17 octobre 2007. Naxalisme : résistance armée d'inspiration maoïste. En 2006 (chiffres officiels), plus de 600 morts dans les affrontements. Toutes victimes confondues, naxalites (les 2/3), forces armées et civils mal positionnés.

6 Front line, 16 novembre 2007.

7 P.V. Rajagopal, dossier de presse de l'association solidarité.

8 Estimée à près de 10% par an. Croissance de quoi ? Inflation : 17%. Signe monétaire d'un conflit de répartition.

9 Janadesh, dossier de presse de Solidarité.

10 Front Line, 16 novembre 2007.

11 - The Indian Express, 17 octobre 2007.

12 - Front line, 16 novembre 2007.

13 - The Times of India, 31 octobre 2007.

Editorial signé de P. Chidambaram, ministre des finances.

14 - La guérilla naxalite est née en mars 1967 quand les paysans du village de Naxalbari (Bengale occidentale) ont saisi le riz d'un propriétaire foncier. Pour plus d'information consulter le dossier de l'association Solidarité. Cédric Gouverneur signe un article documenté et nuancé dans Le Monde diplomatique de décembre 2007 : La guérilla naxalite.

15 - The Hindustan Times, 21 octobre 2007.

16 -P. Chidambaram, art. cité.

17- id.

18 -The Times of India, (supplément économique), 27 octobre 2007.

19- id.

20 - L'accumulation du Capital, éd. du Seuil, 1980.

21 - D'après Front line, du 16 novembre 2007.

22-« Est-ce le bon chemin ? »

POUR MICHEL FIANT, I.M.

Michel, plongeur avide,
 découvreur des grands fonds,
 dénoueur de contradictions
 souriant scalpéliste des fausses bonnes solutions,
 sourire de pêcheur au gros qui remonte,
 tient fermement, la logique enfin
 par lui a parlé, il remet sur ses pieds
 le bilboquet des raisons biaisées,
 « mon camarade », sourit-il encore quand il enrage
 et à la fin ne se disperse pas,
 malgré l'ordre de dispersion continue d'avancer
 l'argument imprévu et soudain accepte,
 avec une tape sur l'épaule,
 de devoir à l'autre la chance de remarquer là où il s'était,
 pour le bien commun, trompé.
 Michel repart en sa mécanique de joie fougueuse,
 démultiplie – grand braquet – les ascensions dialectiques.
 Et l'air vif du nouveau fait briller son œil, ensemble on va
 courir plus vite car, grâce à lui, on voit déjà :
 Michel dessine le tournant derrière le tournant,
 celui qui ouvre notre route aplanie.

Claude Vancour XI 2007

15 novembre, Grève

Premier frimas
 à l'angle de vue du toit
 attire l'œil à la recherche
 de son silence hivernal
 plus patient que les phalènes motorisées,
 houspillées, éperonnées par les injonctions
 d'un Capital plus invisible
 qui les pousse, leur rend
 le regard plus bas,
 horizontal jusqu'à ce que s'embrume
 le feu vert recouvert de verglas ?
 et si elles restent à l'arrêt, c'est qu'elles croient
 que c'est encore à elles d'attendre, s'inquiètent
 de manquer de cinq minutes
 le passage au parking devant
 leur chef, pointeuse humaine.

Et quand elles relèvent la tête ce sera
 Pour faire « cheese » à la vidéo-caméra.

Claude Vancour



UN AUTRE MONDE



AUTOGESTIONNAIRES



EST POSSIBLE ET NECESSAIRE

Chômage, précarité, exclusion et pauvreté, inégalités femmes/hommes, guerres... Le Monde est à transformer. La mondialisation capitaliste marginalise des millions de personnes et met en péril l'équilibre écologique de la planète. Nous voulons un autre Monde. Il se construit de mobilisations en forum sociaux. Nous affirmons qu'il est possible de construire une gauche alternative pour une société solidaire, féministe, écologiste et autogestionnaire.

★ ROUGES

Les Alternatifs agissent pour un nouveau projet d'émancipation sociale; un projet autogestionnaire qui prenne en compte le meilleur des aspirations sociales, féministes et écologistes; un projet pour l'égalité et contre toutes les discriminations, contre toutes les dominations, le racisme, l'homophobie. Contre le capitalisme ultra-libéral et autoritaire qui détruit les acquis sociaux et marchandise nos existences, nous défendons pour toutes et tous le droit à un revenu permettant une vie épanouissante, le droit au logement, à la santé, à l'éducation et à la culture.

Face à l'offensive libérale planétaire, il faut un changement radical et profond: Une révolution. Pas un "grand soir", mais une révolution longue s'enrichissant des mobilisations sociales, d'expériences, de critiques, de débats avec le plus grand nombre (individus, syndicats, associations, formations politiques). Les Alternatifs sont partisans de la convergence des luttes et internationalistes. C'est à l'échelle de l'Europe et du Monde, particulièrement avec le Sud, qu'il faut agir et penser le changement de société et l'émancipation humaine.

La transformation radicale de la société nécessite la mobilisation, l'engagement de toutes et tous, une démocratie active:

Dans le champ économique : nouveaux droits pour les travailleurs; remise en cause des hiérarchies; développement du contrôle des salariés sur la marche des entreprises et la finalité de la production; appropriation sociale: Nous sommes favorables à la reprise ou à la création autogestionnaire des entreprises par leurs salariés.

Nous voulons défendre les services publics pour les transformer, et les transformer pour les défendre, notamment

en développant le droit de contrôle et d'intervention des salariés et usagers. Il y a urgence pour les quartiers populaires et les zones rurales.

Dans le champ politique : développement de la démocratie directe (assemblées citoyennes, budgets participatifs, référendums d'initiative populaire...); contrôle et révocabilité des élu(e)s par les citoyen(ne)s; droit de vote et d'éligibilité pour les résidents étrangers à toutes les élections..

Pour une Europe sociale, écologique et démocratique; pour des institutions internationales au service des Peuples.



VERTS

Nous n'avons pas le culte d'une nature idéalisée, mais nous dénonçons la logique du profit et du

productivisme. La crise écologique est là avec les perturbations climatiques. Les ressources naturelles ne sont pas infinies. L'alter-développement est notre réponse pour le futur: Agriculture paysanne et autonomie alimentaire; refus du pillage des ressources naturelles; aménagement équilibré des territoires et relocalisation des activités; abandon du nucléaire; politique globale d'économies d'énergie et de recours aux énergies renouvelables; utilité sociale plutôt que règne de la marchandise.

L'écologie est une dimension essentielle de notre projet d'émancipation; un projet à l'échelle de la planète.



♀ FEMINISTES

Il n'y aura pas de véritable démocratie, ici ou ailleurs tant que les femmes auront un statut mineur.

Les Alternatifs combattent pour l'émancipation de toutes et tous, pour la conquête de droits fondamentaux. Pour une égalité réelle entre femmes et hommes: Politique, avec une parité effective; sociale et professionnelle, contre la précarisation, le temps partiel imposé et les inégalités salariales; dans la sphère privée. Pour une éducation libérée de ses modèles sexistes, le libre accès à la contraception et à l'avortement, contre la marchandisation des corps et les violences faites aux femmes.

PAS D'AUTRE POLITIQUE SANS POLITIQUE AUTREMENT

Crise de la représentation politique, crise de l'engagement, replis sur soi... Il est urgent de faire de la politique autrement. Nos exigences autogestionnaires s'appliquent à nos modes de fonctionnement: L'adhérent-e n'est ni un petit soldat ni un carriériste. Il dispose d'une large autonomie d'action et de possibilités d'intervention garanties par nos statuts.

Notre mouvement est un lieu de coordination et d'échanges, d'implication dans les luttes, d'élaboration collective et de débats. Les

responsables nationaux sont des bénévoles, mandatés par la coordination des groupes locaux. Ils appliquent les décisions prises par celle-ci.

Les Alternatifs sont une formation politique ouverte et unitaire. Pour eux, luttes sociales et action politique doivent converger sur

un pied d'égalité. Ils sont prêts à s'engager dans les institutions si cet engagement contribue à la transformation de la société, mais ils refusent les dérives gestionnaires et la politique-spectacle. L'action collective, la construction d'un projet d'émancipation sont primordiaux.

Rouges, verts, féministes, autogestionnaires, actifs dans les Forums Sociaux, nous sommes partie prenante du mouvement altermondialiste.